

5054H h26/3

F135-5

(1942)



Passation d'avenant aux marchés de réparations de matériel roulant permettant l'attribution au personnel d'une prime de rendement spéciale (mesure destinée à faciliter le recrutement ou le maintien de la main-d'œuvre)

C.A. 9. 9.42 19 III
C.M. 12.12.42

Passation d'avenant aux marchés de réparations de matériel roulant permettant l'attribution au personnel d'une prime de rendement spéciale (mesure destinée à faciliter le recrutement ou le maintien de la main-d'œuvre). -

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL
DE LA COMMISSION DES MARCHES

du 12 octobre 1942

Avant de passer à l'examen des marchés inscrits à l'Ordre du Jour, M. le Président donne la parole à M. PONCET, Directeur du Service Central du Matériel qui a exprimé le désir d'être entendu par la Commission.

M. PONCET expose à la Commission l'importante question des marchés de réparation du matériel moteur et roulant de la S.N.C.F., les efforts faits par celle-ci en matière de contrôle des prix, et les règles suivies pour la passation de ces contrats.

La S.N.C.F. a toujours préféré confier une partie de la réparation de son matériel à l'industrie privée, qui, en temps normal et jusqu'à présent peut, plus facilement que ses propres Etablissements, se plier aux fluctuations du trafic, et, partant, des besoins de travaux. Le volume de ceux-ci

confiés à l'industrie privée est actuellement d'environ 24 millions d'heures par an, soit une dépense de l'ordre de 600 millions de francs.

L'importance de cette dépense justifie un contrôle minutieux des prix payés aux réparateurs. Les marchés de réparation étant presque uniquement des marchés de main-d'œuvre, chaque industriel est rémunéré à l'aide d'un prix horaire appliqué aux heures qui lui sont allouées, d'après des barèmes, pour effectuer les travaux.

Depuis sa création, la S.N.C.F. s'est attachée à ce problème du contrôle des prix horaires. Ayant hérité de marchés d'origines différentes et de conceptions très diverses, elle profite de toutes les occasions pour les remplacer par de nouveaux contrats conformes à un marché-type ou pour y introduire les clauses-types; elle a mis en chantier, travail de longue haleine, l'établissement de tarifs-temps unifiés; enfin, elle a mis au point une méthode de décomposition comptable du prix horaire qui permet de comparer utilement entre eux les industriels.

Mais ce contrôle serré des prix horaires doit s'accompagner d'une politique judicieuse de passation et de renouvellement des marchés de réparation. Or, en cette matière, on ne peut opérer avantageusement par des adjudications générales périodiques; des négociations limitées, menées opportunément suivant la situation économique générale, sont bien préférables.

Il faut tenir compte en effet de ce que le nombre de réparateurs à consulter est limité, d'une part par la nécessité d'avoir des ateliers appropriés, d'autre part par l'obligation pour la S.N.C.F. de faire réparer son matériel dans certaines zones dépendant du trafic ferroviaire.

Par ailleurs, et surtout, une adjudication générale risque de provoquer l'entente plus ou moins tacite des réparateurs et de fausser entièrement la loi de l'offre et de la demande. Des consultations restreintes, ou même individuelles, doivent permettre à la S.N.C.F. d'obtenir des conditions bien plus favorables.

Enfin, ces marchés n'échappent pas à l'ambiance économique générale existant à l'époque des négociations, et il importe que la S.N.C.F. conserve toute liberté dans le choix des dates de renouvellement de ses marchés, de façon à profiter des périodes de dépression pour obtenir de meilleures conditions.

La S.N.C.F. désire continuer à suivre cette politique de souplesse et d'opportunité qui lui a, jusqu'ici, donné satisfaction.

Pour permettre à la Commission des Marchés de se faire une opinion précise sur chaque nouveau marché, elle lui indiquera les motifs pour lesquels elle a estimé nécessaire de négocier celui-ci, et lui présentera un tableau comparatif de tous les autres marchés en vigueur, permettant de situer le nouveau marché parmi les précédents.

Au cours de l'échange de vues qui suit cet exposé, et auquel prennent part en particulier, M. le Président et MM. BATICLE et ASSEMAT, la Commission remercie M. PONCET d'avoir bien voulu lui exposer aussi clairement cette question complexe des marchés de réparation du matériel de la S.N.C.F.; elle précise que la date de 1947 qu'elle avait fixée à plusieurs reprises pour l'échéance générale de tous les marchés n'était qu'indicative et n'avait pour but que d'obtenir à une date la plus rapprochée possible la disparition de tous les anciens marchés dont a hérité la S.N.C.F. et d'éliminer, à la faveur d'une consultation assez étendue, les industriels dont les offres seraient trop élevées, ou insuffisamment étudiées.

La Commission reconnaît le bien-fondé des observations présentées par M. le Directeur du Service Central du Matériel, ainsi que les efforts faits par la S.N.C.F. pour obtenir toujours les meilleures conditions possibles; elle se déclare d'accord pour examiner les marchés de réparation de matériel en complète collaboration avec la S.N.C.F. et conformément à la politique générale qui lui a été exposée.

Extrait du P.V. de la Séance du Conseil d'Administration

du 9 septembre 1942

QUESTION III - Marchés et Commandes

P.V. (p.5)

M. LE PRESIDENT expose que les entreprises ayant passé avec la S.N.C.F. des marchés de réparation de matériel roulant éprouvent de sérieuses difficultés à accroître ou même à maintenir leur production, le recrutement de leur main-d'oeuvre étant compromis par l'insuffisance des salaires qu'elles peuvent offrir, eu égard aux conditions de rémunération pratiquées par d'autres établissements similaires.

Le prix horaire de base stipulé dans les contrats avec la S.N.C.F. est, en effet, déterminé en fonction des salaires minima légaux et des charges sociales accessoires. Les suppléments de salaires qu'accorderaient les entreprises demeureraient donc entièrement à leur charge.

Dans ces conditions, et eu égard à la nécessité dans laquelle la S.N.C.F. se trouve, dans les circonstances actuelles, de réduire au maximum les immobilisations de matériel pour réparation et révision, il est proposé d'autoriser, à titre provisoire, la passation d'avenants aux marchés en cours, autorisant les réparateurs à attribuer à leur personnel, en cas de nécessité, une prime de rendement spéciale qui donnerait lieu à versement d'une allocation supplémentaire par la S.N.C.F., suivant des modalités à mettre au point dans chaque cas. Ceux de ces avenants qui ressortissent à la compétence du Conseil lui seraient, bien entendu, soumis pour approbation.

Après échange de vues auquel prennent part M. GRIMPRET, M. ZAFFREYA, M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT, M. LE BESNERAIS et M. BERTHELOT, le Conseil est d'accord pour que des négociations en ce sens soient engagées avec le Comité Matfer et les industriels.

Sténo (p.19)

M. LE PRESIDENT.- Comme il est exposé dans la note, les entreprises ayant passé avec la S.N.C.F. des marchés de réparation de matériel roulant sont rémunérées sur la base d'un prix horaire établi et révisé en fonction des salaires minima légaux et des charges sociales accessoires. Or, ces salaires officiels sont dépassés, en pratique, dans de nombreuses industries et il en résulte que les entreprises travaillant pour la S.N.C.F. éprouvent les plus grandes difficultés pour recruter ou conserver leur personnel.

Dans ces conditions, nous avons estimé que nous pourrions procéder à la passation d'avenants autorisant ces entreprises, dans tous les cas où ce serait nécessaire, à allouer à leurs ouvriers

des primes de rendement spéciales, donnant lieu, dans des conditions à déterminer, à allocation supplémentaire de la S.E.C.F. Si le Conseil nous autoriserait à entrer dans cette voie, ces avenants seraient approuvés suivant la procédure normale, c'est-à-dire qu'ils seraient présentés au Conseil lorsqu'ils ressortissent à sa compétence et, ultérieurement, à la Commission des Marchés. •

Je ne me dissimule pas que nous entrons dans une période difficile en ce qui concerne l'exécution de nos marchés : les

.....

barèmes officiels sur lesquels ils sont fondés sont, en réalité, dépassés, aussi bien pour les salaires que pour les matières premières. C'est pourquoi nous sommes contraints d'envisager de passer des avenants qui se modèlent sur la réalité. La mise en œuvre d'une telle politique est assez délicate, mais elle constitue le seul moyen de sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons actuellement et qui tient essentiellement à ce que, - le régime de contrôle des salaires et des prix étant, dans une certaine mesure, débordé, - nous ne pouvons plus nous en tenir à des règles trop strictes, sous peine de voir la majorité des entreprises cesser progressivement de travailler pour le Chemin de fer. Force est donc d'adapter la situation de droit à la situation de fait; cette adaptation sera faite suivant une procédure régulière, au moyen d'avenants soumis au contrôle des autorités compétentes.

M. SAFFROY. - Il est certes grave qu'une entreprise aussi importante que la S.N.C.F. adopte une telle position. Mais on doit reconnaître qu'en fait elle est contrainte de tenir compte des majorations de prix qui s'établissent.

M. LE PRÉSIDENT. - En l'espèce, il s'agit d'augmentations des salaires et je rappelle que les Pouvoirs Publics eux-mêmes ont invité les entreprises à consentir ces augmentations lorsqu'elles sont nécessaires.

M. SAFFROY. - Sur ce point particulier, je suis d'accord.

M. LE GÉNÉRALIS. - Si nous ne consentons pas à tenir compte des hausses de prix, les industriels qui travaillent pour la S.N.C.F. ne pourront plus se procurer de matières, car il est impossible, en pratique, d'obtenir une priorité. Or bien il conviendrait d'obliger, par une disposition impérative et assortie d'un contrôle efficace, les fournisseurs à livrer aux prix officiels

.....

les matières premières correspondant à l'exécution des marchés passés par le U.N.C.F.

M. ZAFFRATA.-- Une telle mesure ne paraît pas impossible à réaliser.

M. BERTHELOT.-- La Répartition Industrielle n'a jamais voulu instituer un tel régime, malgré tous nos efforts.

M. ZAFFRATA.-- Ce régime peut être institué si le Gouvernement en décide ainsi : l'Office de Répartition est un Service Public tenu d'observer les directives qui lui sont données.

M. BERTHELOT.-- Quand nos conditions de prix sont acceptées, on nous impose des délais de livraison inadmissibles.

M. LE BISMARAIS.-- Il est de fait que les entreprises qui acceptent officiellement des majorations de prix, obtiennent leurs livraisons par priorité. Un exemple récent en a été signalé à M. le Secrétaire d'Etat.

En présence de cette situation, les entreprises travaillant pour le Chemin de fer sont désarmées et nous le sommes nous-mêmes. Cependant, nous recevons, par ailleurs, des invitations formelles d'entretenir notre matériel en bon état et de réduire au minimum la durée des immobilisations.

M. GRISBERT.-- Ce qui est grave dans la situation actuelle, c'est qu'au fond les remèdes appliqués ne remédient à rien.

M. LE BISMARAIS.-- Il est certain qu'il serait préférable, si cela était possible, d'imposer aux fournisseurs, non seulement un prix, mais encore une fourniture effective, dans des délais raisonnables.

.....

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT. - Je vais attirer l'attention de M. le Secrétaire d'Etat sur cette question.

M. LE PRÉSIDENT. - Je suis tout à fait d'accord pour qu'on essaye d'y remédier par un autre moyen si possible. Je suis personnellement très inquiet de voir la S.N.C.F. s'engager dans une telle voie. Seulement, pour nous en Kkakryxan tenir à l'espèce qui nous est présentement soumise, les chiffres fournis par la note montrent, d'une manière éclatante, que les entreprises chargées de l'entretien du matériel roulant ne sont plus en mesure de conserver leur personnel.

M. LE COMMISSAIRE. - Nous éprouvons deux sortes de difficultés dans les relations avec nos fournisseurs : tout d'abord, une difficulté d'ordre général tenant à ce que les prix effectifs sont supérieurs aux prix officiels que nous continuons de pratiquer et, en second lieu, une difficulté particulière tenant à ce que les hausses autorisées sont établies en fonction des prix d'avant-guerre, de telle sorte que, pour certains fournisseurs, avec lesquels nous avons obtenu des marchés particulièrement intéressants, nous sommes tenus d'appliquer des prix qui demeurent inférieurs, non seulement aux prix effectifs, mais même aux prix maxima officiellement autorisés. Tel est le cas pour les marchés de ballast. Nous sommes, pour ces marchés, dans une situation particulière, du fait que nous étions les seuls clients des entreprises qui nous fournissent.

M. LE PRÉSIDENT. - C'est la raison pour laquelle j'ai dû, en l'espèce, autoriser une majoration des prix. Ceux-ci demeureraient, compte tenu des majorations légales, au-dessous des prix généraux du ballast. J'ai donc approuvé un avenant relevant ces prix dans la limite des prix maxima autorisés. Nous respectons, par conséquent, les dispositions légales quant au niveau général des prix, mais non quant à l'amplitude relative de la hausse.

.....

M. ZAFFEREA..- Je suis d'accord sur ce point.

M. LE COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT..- C'est un peu moins grave.

M. LE PRÉSIDENT..- D'autres exemples pourraient être fournis au sujet de l'insuffisance de nos prix.

M. LE COMMISSAIRE..- Il est déjà fort difficile, en cas de fournitures directes à la S.N.C.F., d'obtenir des fournisseurs qu'ils livrent par priorité les matières nécessaires à la S.N.C.F. à un prix régulier, alors qu'ils pourraient les vendre par ailleurs à un prix plus élevé. Mais, lorsqu'il s'agit de matières à fournir à des entreprises travaillant pour le compte de la S.N.C.F., la difficulté est plus grande encore, car il faudrait veiller encore à ce que ces fournitures soient bien affectées à l'exécution des commandes de la S.N.C.F. et non à celles d'autres clients, consentant des prix supérieurs, ce qui requiert des investigations compliquées.

M. LE PRÉSIDENT..- En conclusion, les difficultés que rencontre la S.N.C.F. devront être signalées à nouveau à l'attention du Gouvernement.

M. ZAFFEREA..- M. CLAUDON sera certainement d'accord avec moi pour insister à nouveau auprès de l'Office de la Répartition pour qu'il assure l'exécution des commandes de la S.N.C.F. quel qu'il en soit, je ne m'oppose pas à l'approbation des propositions soumises au Conseil.

M. LE PRÉSIDENT..- La Commission des Marchés aura d'ailleurs à examiner les avenants que nous négocierons.

Le Conseil est d'accord pour que des négociations soient engagées, dans le sens indiqué dans la note, avec le Comité Natier et les industriels.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Conseil d'Administration

Séance du 9 septembre 1942

III - Marchés et Commandes:

- Projet d'avenants aux marchés de réparation de matériel roulant.-

P. D.

L. Meyer

Reunert

du 9 SEPT 1942

"Marchés et Commandes"

(Question N° III)

Service Central du Matériel

27 août 1942

N O T E
pour Messieurs les Membres du Conseil d'Administration

Projet d'avenants aux marchés de réparation de
matériel roulant

EXPOSE.-

La réduction du nombre des wagons laissés à la disposition de la S.N.C.F. nous conduit à rechercher par tous les moyens possibles à accroître leur utilisation et, en particulier, à réduire les immobilisations pour entretien. Or, nous constatons que depuis le début de 1941 le nombre de wagons immobilisés a augmenté d'une façon presque continue, malgré un accroissement de la production des Etablissements réparateurs de la S.N.C.F. Le nombre de wagons immobilisés pour réparation et révision qui était de 11400 à la fin de 1941 a atteint 15900 le 17.7.1942. Une baisse s'est produite depuis, mais elle est due en partie au ralentissement des retours d'Allemagne de wagons à réparer et elle peut être de courte durée.

Nous attribuons aux causes ci-après, l'augmentation du nombre de wagons avariés :

- Remise en service de nombreux wagons de construction très ancienne et peu solide, qui étaient antérieurement garés pendant la majeure partie de l'année et n'étaient utilisés qu'à l'occasion de quelques pointes de trafic saisonnières;

- Interdiction d'envoi en Allemagne de certains types de wagons de construction ancienne, d'où augmentation de la proportion de vieux wagons dans le parc maintenu en France;

- Fatigue des wagons du parc réduit maintenu en France par suite du service intensif qui lui est imposé;

- Difficulté d'exécution des travaux d'entretien par suite de la pénurie de matières qui nous oblige à remettre en service des véhicules après remise en état précaire.

Pour faire face à cette situation difficile, nous avons demandé une augmentation de production, d'une part à nos propres Etablissements par l'embauchage d'auxiliaires, d'autre part aux industriels réparant notre matériel.

Malheureusement, ces derniers éprouvent de très sérieuses difficultés à nous donner satisfaction; tous ne trouvent que péniblement à recruter de la main d'oeuvre supplémentaire; certains voient même, par contre, s'amenuiser progressivement leur personnel en faveur des

.....

usines ou chantiers qui travaillent, directement ou non, pour les Autorités d'occupation. Cela est dû uniquement aux conditions de rémunération offertes par ces Etablissements industriels ou chantiers de travaux qui sont très supérieures à celles consenties par nos réparateurs.

Voici quelques exemples des salaires payés actuellement d'une part par les Industriels réparant notre matériel, d'autre part par des usines voisines :

MANTES (Seine-et-Oise) C.I.M.T. (M^{el} Roult)

Ouvriers qualifiés	11 ^f 04	de 1'heure tout compris
Manoeuvres	8,76	- d° -

Usine d'Aviation des Mureaux

Ouvriers qualifiés	14,56
Ouvriers spécialisés	12,45
Manoeuvres de force	10,40
Manoeuvres	9,90

De plus, cette Usine donne 25 fr par jour aux ouvriers qui habitent Mantes, et leur paye des heures supplémentaires (3 à 4 heures par semaine environ). Le personnel de la C.I.M.T. est aspiré par cette dernière usine.

EPLUCHES (Seine-et-Oise)

Ateliers de Bruz et d'Epluches (Matériel roulant) :

Ouvriers	10 ^f 50 à 11,30	de 1'heure
Manoeuvres	9,55	- d° -

Petits ateliers de la Région

Ouvriers	12 ^f	- d° -
----------------	-----------------	--------

Camp d'Aviation de Corneilles

Salaires de 120 à 150 francs par jour.

GAILLON (Eure)

Usine Carel Fouché (Matériel roulant) :

Ouvriers	9 ^f 50	de 1'heure
Manoeuvres	5,50	- d° -

Usine Bata à Vernon

Ouvriers	11 ^f 50	- d° -
Manoeuvres	7,50	- d° -

.....

NANTERRE (Seine)

Usine Carde (Matériel roulant)

Ouvriers	12 ^f 45 de l'heure
Manoeuvres	10,85 - d° -

Les salaires des usines voisines de cet établissement sont de l'ordre de 14 fr.

USINE DE BRUZ (Ille et Vilaine) (Matériel roulant)

Ouvriers qualifiés	8 ^f 95 de l'heure (tout compris)
Manoeuvres spécialisés	7,95
Manoeuvres	7,60

Les Entreprises voisines de cette Usine paient en plus des salaires officiels une indemnité de déplacement, même à ceux de la résidence, de 25 fr par jour et paient 10 heures et même 12 heures pour 8 heures faites.

Le salaire horaire ressort à 15 et 16 francs.

En ce qui concerne cette région, il semble bien que Bruz ne pourra pas trouver de main d'oeuvre avant un délai de 2 à 3 mois durant lesquels les travaux doivent encore être poussés activement. Passé ce délai, le recrutement normal doit vraisemblablement reprendre.

USINE CAREL - LE MANS (Sarthe) (Matériel roulant)

Ouvriers	9 ^f 30 (tout compris)
Manoeuvres	7 ^f 50

Les Usines RENAULT du Mans paient :

les ouvriers majeurs	environ 13,40
les ouvriers mineurs	environ 12,90

COMMENTRY OISSEL (Seine Inférieure) (Matériel Roulant)

Ouvriers	9 ^f 45 (tout compris)
Manoeuvres spécialisés	8 ^f 70
Manoeuvres	8 ^f 39

Les Entreprises de la Région embauchent actuellement pour des travaux :

de menuiserie au prix de	15 ^f de l'heure
de serrurerie (pour le camp d'aviation de Conches)	
au prix de	22 ^f de l'heure

Les garages de ROUEN travaillant à la réparation des autos et camions pour le compte de l'armée d'occupation paient environ

.....

15 fr de l'heure, taux auquel s'ajoutent des primes suivant le travail effectué.

Il nous a été dit que dans certains cas ces ouvriers peuvent toucher jusqu'à 25 fr. de l'heure.

BORDEAUX. - Les trois réparateurs bordelais : (C.I.M.T. - DESSE - S.A.T.M.) éprouvent les plus grandes difficultés, non seulement à embaucher du personnel, mais à retenir celui qu'ils occupent. Ils redoutent des départs massifs après l'octroi des congés payés.

Les salaires de base de leurs contrats sont de 7^f05 de l'heure.

- L'Entreprise MOHL qui travaille pour la base sous-marine de Bordeaux utilise son personnel 72 heures par semaine. La plupart des heures supplémentaires constituent, d'ailleurs, plutôt de présence que des heures de travail effectif.

Le salaire horaire est supérieur de 33% au salaire minima de la Convention Collective. Le supplément est versé sous forme d'indemnité de panier et de d'placement.

- La S.N.C.A. du SUD-OUEST embauche son personnel à des taux légèrement supérieurs au minima de la Convention Collective. Elle garantit un boni de 30% et atteint ainsi pratiquement les mêmes salaires que l'Entreprise MOHL.

- Les garagistes de la ville de Bordeaux facturent couramment aux Autorités d'occupation 30 f. l'heure de main d'oeuvre, au lieu de 18 fr.

- Les industries de la mécanique (C.I.M.T. en particulier) facturent l'heure 45 à 40 fr, au lieu de 31 fr pour les moteurs d'autorails S.N.C.F.

Les Industriels travaillant pour la S.N.C.F. pourraient évidemment recourir aux mêmes artifices pour relever les salaires effectifs, mais ils sont rémunérés par le produit du nombre d'heures allouées pour effectuer les travaux par un prix horaire, basé sur les salaires minima légaux et les charges sociales annexes des salaires fixés par la réglementation en vigueur. Ils ne peuvent donc, sans contrepartie de la S.N.C.F., accorder à leur personnel des suppléments de salaires qui resteraient entièrement à leur charge.

En raison de la situation actuelle très préoccupante de notre parc de matériel roulant, nous avons examiné sous quelle forme la S.N.C.F. pourrait aider ses réparateurs, à titre provisoire, pour non seulement maintenir leurs effectifs, mais encore en améliorer si possible le rendement.

.....

Nous avons estimé que, dans le cas où un relèvement des prix payés à un Industriel apparaîtrait nécessaire pour lui permettre de conserver son personnel la meilleure solution serait de l'autoriser à allouer aux ouvriers une prime de rendement spéciale qui donnerait lieu à une allocation supplémentaire de la part de la S.N.C.F. La formule suivant laquelle serait calculée cette allocation ferait l'objet d'un avenant spécial. Elle comporterait soit le remboursement pur et simple sur justification comptable, soit une majoration du salaire moyen entrant dans la formule de révision prévue au marché; la première solution, bien que moins "administrative" semble devoir être plus économique pour la S.N.C.F. qui n'aurait pas ainsi à payer de majoration sur les autres éléments du prix horaire. L'Industriel devrait, bien entendu, nous donner tous les moyens de vérification de la somme présentée. C'est cette dernière solution que nous cherchons à faire aboutir dans nos négociations.

Toute modification ultérieure officielle aux conditions de salaires du personnel (révision des conventions collectives ou augmentations par décision gouvernementale) annulerait l'avenant et donnerait lieu à un nouvel examen de la question.

L'augmentation de salaire horaire serait de l'ordre de 1 fr. à 2^{fr}50 suivant les circonstances.

La dépense supplémentaire à engager serait de l'ordre de 1.750.000 fr par mois.

Avant d'engager des négociations avec le Comité MATFER et les Industriels intéressés, nous désirons avoir un accord de principe du Conseil d'Administration. Si nous y sommes autorisés, nous mettrons au point après examen avec le Comité MATFER et les Industriels les projets d'avenants qui seront alors soumis à l'approbation des Autorités compétentes.

Le Directeur,

PONCET.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Service Central
du Matériel

Paris, le

5 SEPT 1942

N° 242050/31 Tw

Monsieur FILIPPI
Secrétaire Général

- 3 -

Comme suite à notre lettre même référence du 27 Août 1942, adressée au Conseil d'Administration de la S.N.C.F. et concernant des projets d'avenants aux marchés de réparation de matériel roulant, je vous adresse, ci-joint, des renseignements nouveaux qui me parviennent sur la question et que je vous demande s'il est possible de joindre à la première note.

NOTE COMPLÉMENTAIRE

Les Industriels de la Région de Bordeaux nous adressent les documents suivants relatifs aux conditions d'embauchage du Service des Poudres et dont ci-joint les copies:

- lettre des Etablissements DESSE Frères
- extraits d'une lettre du Directeur du Service Industriel des Poudreries Nationales et son annexe.

L'attention est attirée spécialement :

- sur la prime fixée de 20 % à tous les ouvriers et ouvrières
- sur la valeur élevée de la prime de rendement
- sur le taux très réduit du prix du repas (la région du S.O., perçoit à sa cantine de Bordeaux 12 F par repas).

/ LE DIRECTEUR.

E. L.

CONSTRUCTIONS METALLIQUES

DESSE Frères

59, Quai Deschamps
LA BASTIDE-BORDEAUX

NR : Sce "B"
Y 1999

PD/

Bordeaux le 26 Août 1942

Monsieur le Chef du Service
du Matériel et de la Traction de
la Région du SUD-OUEST, 5 Bis Bd de l'Hôpital
P A R I S

Monsieur le Chef du Service,

Comme suite à la visite de M. LONGUEVILLE et aux renseignements qui nous ont été demandés au sujet de l'éventualité d'une hausse des salaires des ouvriers travaillant à la réparation de votre matériel, nous avons l'avantage de vous envoyer sous ce pli copie de la Circulaire adressée à Monsieur l'Inspecteur Général de VARINE.

Si nous prenons en particulier les conditions d'embauchage à la Poudrerie Nationale de Saint Médard pour les ouvriers spécialisés de la 2^e Catégorie, ce qui correspond au manoeuvre spécialisé, nous voyons que leur salaire est de : 11 F,00 plus la prime de 20 % donnée à tous les ouvriers, plus la prime de rendement de 25 % en moyenne, plus la prime journalière de dépaysement de 1 F de l'heure en moyenne, ce qui correspond à un salaire d'environ 18 F de l'heure pour une durée de travail pouvant aller jusqu'à 54 heures par semaine.

De plus, le logement est gratuit et la nourriture est assurée moyennant le prix de 7 F 00 par repas.

Il est donc absolument certain que si la "S.N.C.F." ne se décide pas à augmenter les prix qui nous sont alloués pour la réparation des wagons et qui sont basés sur le prix de 8 F 00 de l'heure pour le manoeuvre spécialisé de notre région, nous n'aurons bientôt plus personne pour effectuer ce travail.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef du Service, l'assurance de notre considération la plus distinguée.

signé :

Une copie jointe.

SECRETARIAT D'ETAT
A LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

Direction des Industries chimiques

Service Industriel des Poudreries
Nationales

BP/S.I.P.N.

E T A T F R A N C A I S

Paris, le 14 Août 1942

11 Bd Morland (4°)
Tél : Archives 82-70

Recrutement de main d'oeuvre

C O P I E

L'INSPECTEUR GENERAL de VARINE-BOHAN
Directeur du Service Industriel
des Poudreries Nationales

Je vous ai signalé antérieurement les besoins en main d'oeuvre .
des Poudreries devant reprendre ou développer leur activité.....
.....

Afin de vous permettre de documenter les ouvriers des Industries
relevant de vos services et se trouvant licenciés du fait des mesures
de concentration ou d'augmentation de la durée hebdomadaire du travail,
je vous adresse, ci-joint, les conditions d'embauchage applicables aux
Etablissements susvisés.

Je vous demande de les diffuser aussi largement que possible.

Je vous rappelle que M.le Secrétaire d'Etat à la Production Indus-
trielle a précisé que les ouvriers embauchés dans ces Poudreries compte-
ront pour la relève des Prisonniers.....
.....

La durée hebdomadaire du travail est de 48 heures, mais pourra
être portée à 54 Heures.

Enfin, des primes journalières de danger, de fabrication ou pour
travaux spéciaux sont allouées à certaines catégories de personnel .

Conditions d'embauchage des ouvriers de renforcement dans les
Poudreries d'ANGOULEME et de SAINT MEDARD gérés par la Sté
l'OMNIUM des PRODUITS AZOTIQUES".

c Taux de salaires

Ouvrières de fabrication	{	1ère catégorie	7 F
	{	2ème	-	8 -
	{	3ème	-	9 -
Ouvriers de fabrication	{	1ère catégorie	8 F
	{	2ème	-	9 F
	{	3ème	-	10 F
Ouvriers spécialisés	{	1ère catégorie	10 F
	{	2ème	-	11 F
	{	3ème	-	12 F

PRIMES

- a) prime aux chefs d'équipe = 1 à 2 F à l'heure
- b) prime de 20 % à tous les ouvriers et ouvrières
- c) prime de rendement pouvant aller jusqu'à 50 % du salaire
(moyenne de 10 à 25 %)
- d) prime journalière de dépaysement :
 - { célibataire ... 8 F
 - { marié 15 F

Logement : assuré gratuitement en cantonnement

Nourriture : cantine servant des repas au prix de 7 Frs.